

Par Fidel Castro Ruz

Nous n'étions pas disposés, ni Maître Pagliery ni moi-même, à tolérer ce contrôle odieux des armes à employer au cours du procès. Voudraient-ils par hasard, apprendre d'avance comment nous allions pulvériser les fabuleux mensonges qu'ils avaient tissés autour des événements de la caserne Moncada et comment les terribles vérités qu'ils désiraient cacher à tout prix allaient être exposées au grand jour ?

C'est alors que nous avons décidé que j'allais, en ma qualité d'avocat, assumer ma propre défense.

« Je dois dire qu'on n'a laissé entrer dans la cellule de ma prison aucun traité de droit pénal. Je ne peux disposer que de ce Code minuscule que vient de me prêter un avocat, le courageux défenseur de mes compagnons, Maître Gaudilio Castellanos. On a même interdit que me parviennent les livres de Marti - Fidel Castro Ruz »

Extrait du plaidoyer

...Le droit à la révolte, établi dans la loi 40 de la constitution cubaine est toujours en vigueur. Ce droit a-t-il été approuvé pour être appliqué quand la république fonctionne normalement ? Non, parce qu'il était pour la république ce qu'un canot de sauvetage est à un bateau en pleine mer: on ne le jette à l'eau que lorsque le bateau a été torpillé par des ennemis qui le guettaient sur son trajet. La Constitution de la république trahie et le peuple privé des ses prérogatives, il ne restait à celui-ci que ce droit, qu'aucune force ne peut lui enlever : le droit de résister à l'oppression et à l'injustice.

S'il reste un doute à ce sujet, voici un article du Code de Défense Sociale, que M. le Procureur n'aurait pas dû oublier, et qui dit textuellement : « Les autorités nommées par le gouvernement ou par voie d'élection populaire qui n'auront pas résisté à l'insurrection par tous les moyens qui se trouvent à leur portée, encourront une sanction spéciale d'interdiction de six à dix ans ». Donc le devoir des magistrats de la république était de résister au coup de force et à la trahison du 10 mars 1952. Il devient parfaitement compréhensible que lorsque personne n'a fait son devoir, on envoie uniquement en prison ceux qui ont obéi à la loi et qui ont fait leur devoir.

Vous ne saurez nier que le régime gouvernemental qu'on imposa à la nation est indigne de sa tradition et de son histoire. Dans son livre L'Esprit des lois, qui a servi de base à la division moderne des pouvoirs, Montesquieu distingue trois types de gouvernements :

« Le républicain, dans lequel le peuple entier ou une partie du peuple détient le pouvoir souverain ; le monarchique, dans lequel une seule personne gouverne conformément à des lois fixes et déterminées ; et le despotique, dans lequel une seule personne fait tout sans loi et sans règle, se fiant uniquement à sa volonté et à son caprice. »

Il ajoute plus loin : « un homme auquel ses cinq sens disent sans cesse qu'il est tout, et que les autres ne sont rien, est naturellement ignorant, paresseux et voluptueux. »

« De même que la vertu est nécessaire dans une démocratie et l'honneur dans une monarchie, la peur est nécessaire dans un gouvernement despotique ; quant à la vertu, elle n'y est pas nécessaire et quant à l'honneur, il y serait dangereux ».

Le droit de révolte contre le despotisme, Messieurs les Juges, a été reconnu depuis la plus lointaine antiquité jusqu'à nos jours par des hommes appartenant à toutes les doctrines, à tous les courants d'idées, à toutes les croyances. Dans les monarchies théocratiques de la Chine antique, selon un principe pratiquement constitutionnel, lorsqu'un roi gouvernait mal et d'une manière despotique, il était déposé et remplacé par un prince vertueux. Les penseurs de l'Inde antique ripostèrent à l'arbitraire des autorités par la résistance active.

Ils justifiaient la révolution et mirent maintes fois en pratique leurs théories. Un de leurs guides spirituels a dit « qu'une opinion soutenue par plusieurs est plus forte que le roi lui-même. La corde tissée par beaucoup de fibres est suffisamment forte pour traîner un lion. » Les cités-états de Grèce et de la république romaine, non seulement admettaient la mort violente des tyrans, mais elles en faisaient l'apologie.

Au Moyen Age, Jean de Salisbury a soutenu dans son Livre de l'homme d'État que lorsqu'un prince ne gouverne pas conformément à la loi et qu'il dégénère en tyran, son renversement violent est légitime et justifié. Il recommande toutefois d'utiliser contre le tyran le poignard et jamais le poison.

Saint Thomas d'Aquin rejette dans sa Summa theologica la doctrine du tyrannicide, mais il maintient néanmoins la thèse que les tyrans devraient être renversés par le peuple.

Martin Luther proclame que lorsqu'un gouvernement dégénère en tyrannie et viole les lois, les sujets sont libérés du devoir d'obéissance. Son disciple Philippe Melancton soutient le droit de résistance lorsque les gouvernements deviennent despotiques.

Calvin, le penseur le plus remarquable de la Réforme en ce qui concerne les idées politiques, postule que le peuple a le droit de prendre les armes pour s'opposer à toute forme d'usurpation. Juan Mariana, qui n'était rien de moins qu'un jésuite espagnol de l'époque de Philippe II, affirme dans son livre De rege et regis institutione, que lorsqu'un gouvernant usurpe le pouvoir, ou lorsqu'élu, il régit la vie publique d'une manière tyrannique, il est licite pour un simple particulier de l'assassiner, directement ou par subterfuge, en causant le moins de remous possible.

Un auteur français, François Hotman, prétend que les gouvernants et leurs sujets sont liés par un contrat, et que le peuple peut se rebeller contre la tyrannie des gouvernements lorsque ceux-ci violent cet accord. Vers la même époque paraît également une brochure qui fut très lue : *Vindiciae contra tyrannos*.

Cette brochure signée du pseudonyme de Stefanus Junius Brutus, proclame ouvertement que la résistance aux gouvernements qui oppriment le peuple est légitime et que le devoir des magistrats honnêtes est de se mettre à la tête du mouvement.

Les réformateurs écossais John Knox et John Ponet défendirent ce même point de vue et dans le livre le plus important de la Réforme, écrit par George Buchanan, il est dit que si le gouvernant accède au pouvoir sans tenir compte du consentement du peuple, ou s'il régit le destin de celui-ci d'une manière injuste et arbitraire, alors il se transforme en tyran et il peut être renversé, ou en toute extrémité exécuté.

Johannes Althusius, juriste allemand du début de XVII^e siècle, affirme dans son *Traité de politique* que la souveraineté, en tant qu'autorité suprême de l'État, naît du concours volontaire de tous ses membres ; que l'autorité du gouvernement provient du peuple et que son exercice injuste, illégal ou tyrannique, exempt le peuple du devoir d'obéissance et justifie la résistance et la rébellion.

Jusqu'ici, Messieurs les Juges, j'ai cité des exemples pris dans l'Antiquité, au Moyen Âge et au début des Temps Modernes. J'ai choisi des auteurs de toutes les idées et toutes les croyances. Mais de plus, comme vous pourrez vous en rendre compte, ce droit à la rébellion se trouve à la source même de notre existence politique. C'est grâce à lui que vous pouvez endosser ces toges de magistrats cubains qui devraient être un symbole de justice.

On sait en effet qu'au XVII^e siècle deux rois, Charles I et Jacques II furent détrônés en Angleterre en raison de leurs actes de despotisme. Ces faits coïncidèrent avec la naissance de la philosophie libérale, essence idéologique d'une nouvelle classe sociale, qui luttait alors pour rompre les chaînes de la féodalité. Face aux tyrannies de droit divin, cette philosophie opposa le principe du contrat social et le consentement des gouvernés et elle servit de fondement à la Révolution Anglaise de 1688, à la Révolution Américaine de 1775 et à la Révolution Française de 1789. Ces grands événements révolutionnaires déclenchèrent le processus de libération des colonies espagnoles, en Amérique, dont le dernier chaînon fut Cuba.

De cette philosophie s'est nourrie notre pensée politique et notre conception du droit constitutionnel, qui n'a cessé de se développer depuis la première Constitution de Guàimaro jusqu'à celle de 1940. Cette dernière fut marquée par les courants socialistes du monde actuel et elle consacre le principe du caractère social de la propriété et du droit inaliénable de l'homme.

aux moyens de subsistance, principe dont les intérêts dominants empêchèrent la pleine application.

Le droit à l'insurrection contre la tyrannie fut alors définitivement consacré et se transforma en postulat essentiel de la liberté politique.

John Milton écrit déjà, en 1649, que le pouvoir politique réside dans le peuple, qui peut nommer et destituer les rois et qui a le devoir de renverser les tyrans.

John Locke dans son Traité de gouvernement maintient que lorsque les droits naturels de l'homme sont violés, le peuple a le droit et le devoir de supprimer ou de changer de gouvernement. « L'unique remède contre la force sans autorité est de lui opposer la force. »

Jean-Jacques Rousseau dit avec beaucoup d'éloquence dans son Contrat social : « Tant qu'un peuple se voit forcé d'obéir, il agit bien ; aussitôt qu'il peut secouer le joug et le secoue, il agit mieux encore, en recouvrant sa liberté et en se valant du même droit au nom duquel on la lui a retirée. »

Thomas Paine a dit qu'« un homme juste est plus digne de respect qu'un rufian couronné ».

« Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme pas la force en droit et l'obéissance en devoir... La force est un pouvoir physique ; je ne vois pas quelle moralité peut découler de ses effets. Céder à la force est un acte de nécessité, non de volonté, c'est tout au plus un acte de prudence. Dans quel sens cela peut être un devoir ? Renoncer à la liberté c'est renoncer à la qualité d'homme, aux droits de l'humanité et même à ses devoirs. Il n'y a pas de récompense possible pour celui qui renonce à tout. Une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme ; ôter toute liberté à la volonté, c'est ôter toute moralité aux actions. Enfin c'est une conviction vaine et contradictoire que de stipuler d'une part une autorité absolue et d'une autre une obéissance illimitée... »

Seuls les auteurs réactionnaires se sont opposés à ce droit, comme ce pasteur de Virginie, Jonathan Boucher, qui a dit que « le droit à la révolution était une doctrine condamnable créée par Lucifer, le père des rébellions ».

La Déclaration d'indépendance du Congrès de Philadelphie du 4 juillet 1775, consacre ce droit dans une belle page qui dit : « Nous considérons comme des vérités évidentes que tous les hommes naissent égaux ; que le Créateur confère à tous certains droits inaliénables parmi lesquels on compte la vie, la liberté et la poursuite du bonheur ; que pour assurer ces droits on institue des gouvernements pour les hommes, dont les justes pouvoirs découlent du consentement des gouvernés ; qu'à chaque fois qu'une forme de gouvernement va à l'encontre de ces fins, le peuple a le droit de le réformer ou de l'abolir, et d'instituer un nouveau

gouvernement fondé sur ces mêmes principes et d'organiser ces pouvoirs sous la forme qui, à son avis, garantit le mieux sa sécurité et son bonheur. »

La célèbre Déclaration Française des Droits de l'Homme légua aux générations futures ce principe : « Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour celui-ci le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs. »

« Quand une personne s'empare de la souveraineté, elle doit être condamnée à mort par les hommes libres. »

Je crois avoir suffisamment justifié mon point de vue. J'ai invoqué plus d'arguments que M. Le Procureur lorsqu'il a demandé ma condamnation à vingt-six ans de prison. Tous ces arguments favorisent les hommes qui luttent pour la liberté et le bonheur d'un peuple, et non ceux qui les oppriment, les avilissent et les exploitent inhumainement. C'est pourquoi j'ai dû invoquer de nombreux arguments, quand lui n'a pas pu en invoquer un seul.

Comment justifier la présence de Batista au pouvoir, où il accéda contre la volonté du peuple, en violant et trahissant les lois de la république ?

Comment qualifier de légitime un régime de sang, d'oppression et d'ignominie ?

Comment appeler révolutionnaire un gouvernement qui réunit les hommes, les idées et les méthodes les plus rétrogrades de la vie publique ?

Comment considérer légalement valable la haute trahison d'un tribunal dont la mission était de défendre notre Constitution ?

De quel droit emprisonner des citoyens qui voulurent donner leur sang et leur vie pour sauver l'honneur de la patrie ? Tout ceci est monstrueux aux yeux de la nation, et l'est aussi selon les principes de la justice véritable.

Mais il est un argument qui nous inspire bien plus que tous les autres : nous sommes cubains et être cubain implique un devoir : ne pas l'accomplir équivaut à un crime, à une trahison. Nous sommes fiers de l'histoire de notre patrie qu'on nous a enseignée à l'école. Nous avons grandi en entendant parler de liberté, de justice et des droits de l'homme.

On nous a appris très tôt à vénérer l'exemple glorieux de nos héros et de nos martyrs. Les premiers noms qui furent gravés dans notre esprit étaient Céspedes, d'Agramonte, de Maceo, de Gómez et de Martí.

On nous a appris que le Titan Maceo a dit que la liberté ne se mendiait pas, mais qu'elle se conquerrait au fil de la machette.

On nous enseigna ce que notre Apôtre José Martí écrivit à l'intention des citoyens de la patrie libre, dans son livre l'Age d'or : « L'homme qui obéit aux lois injustes et permet que des hommes qui le maltraitent envahissent le pays où il est né, n'est pas un homme honorable. Il faut qu'il y ait dans le monde une certaine lumière comme il faut qu'il y ait un certain honneur. Lorsqu'il y a beaucoup d'hommes sans honneur, il y a toujours d'autres qui portent en eux l'honneur de beaucoup d'hommes. Ce sont eux qui, avec une force terrible, se rebellent contre ceux qui volent la liberté aux peuples, ce qui équivaut à voler l'honneur aux hommes.

Ces hommes représentent des milliers d'hommes, ces hommes représentent un peuple entier, ces hommes représentent la dignité humaine... »

On nous enseigna que le 10 octobre 1868 et le 24 février 1895 étaient des dates glorieuses parce qu'elles évoquent les jours où les cubains se sont révoltés contre le joug infâme de la tyrannie espagnole. On nous enseigna à aimer et à défendre le beau drapeau de l'étoile solitaire et à chanter tous les après-midi un hymne dont les paroles disent que vivre enchaînés c'est vivre dans l'opprobre et soumis aux affronts et que mourir pour la patrie c'est vivre.

Nous avons appris tout cela, et nous n'allons pas l'oublier bien qu'aujourd'hui dans notre patrie on assassine et emprisonne les hommes qui appliquent les idées apprises dès le berceau. Nous sommes nés dans un pays libre, que nos pères nous ont légué et nous préférons voir l'Île disparaître au fond de la mer plutôt que d'accepter d'être les esclaves de quiconque.

A juger par le grand nombre d'affronts commis contre sa mémoire, on aurait pu croire que l'Apôtre allait mourir l'année même de son centenaire, et que son souvenir allait à jamais s'éteindre. Mais José Martí n'est pas mort, il vit dans son peuple rebelle, dans son peuple digne, dans son peuple fidèle à son souvenir. Des cubains sont morts en défendant ses doctrines, des jeunes gens lui ont rendu un témoignage d'admiration et sont venus mourir auprès de sa tombe, ils donnèrent leur sang et leur vie pour que l'Apôtre continue à vivre dans l'âme de sa patrie. Cuba, que serais-tu devenue si tu avais laissé mourir ton Apôtre ?

Me voici au terme de ma défense, cependant je ne finirai pas en demandant l'acquittement de l'accusé, comme le font toujours les avocats : je ne puis le faire, alors que mes compagnons souffrent dans la prison ignominieuse de l'Île des Pins. Envoyez-moi auprès d'eux partager leur sort ; il est plausible que des gens honnêtes soient tués ou emprisonnés dans une république dont le président est un voleur et un criminel.

Je tiens à vous exprimer, Messieurs les Juges, ma sincère reconnaissance pour m'avoir laissé m'exprimer librement et sans contrainte ; je n'ai pas de rancœur à votre égard ; je reconnais que sous certains aspects vous avez été humains, je sais que le président du tribunal – homme parfaitement irréprochable – ne peut cacher sa répugnance devant l'état actuel des choses qui l'oblige à prononcer une condamnation injuste.

Mais cette Cour doit se prononcer sur un problème plus grave : le procès ouvert à la suite des soixante-dix assassinats, c'est-à-dire, après le plus grand massacre que nous ayons jamais connu; les coupables sont toujours en liberté avec une arme à la main, ce qui représente une menace permanente contre la vie des citoyens. Si par lâcheté ou bien parce qu'on empêche les tribunaux d'agir, toute la rigueur de la loi ne s'abat pas sur eux, et si dans ce cas tous les magistrats ne démissionnent pas, il ne me reste qu'à vous faire part de ma pitié et à regretter la honte sans précédent qui couvrira le pouvoir judiciaire.

Quant à moi, je sais que la prison sera plus dure qu'elle ne l'a été pour quiconque, lourde de menaces, de viles et lâches provocations, mais je ne la crains pas de même que je ne crains pas la rage du tyran qui ôta la vie à soixante-dix de mes frères.

Condamnez-moi, peu importe ; l'histoire m'acquittera.

Extrait du plaidoyer du procès de Fidel Castro Ruz